

A l'aune de cette nouvelle année, le SNP DEN-UNSA vous souhaite une bonne rentrée scolaire, une rentrée qui vous permette de voir se concrétiser tous vos projets personnels et professionnels. Gageons que cette année qui verra la mise en place de la réforme du lycée général et technologique et la réforme de la voie professionnelle sera aussi riche et intense que les précédentes qui ont permis, parfois dans la douleur, souvent dans la confusion, aux collègues de se transformer.

Le métier de personnel de direction est un métier riche, passionnant, enthousiasmant par maints égards. Nous sommes investis dans nos fonctions auprès de nos équipes que nous accompagnons de notre mieux pour relever les défis que chaque réforme engendre et nous ne comptons ni notre temps, ni notre énergie pour mener à bien nos missions. Bon nombre d'entre nous y trouvons de multiples satisfactions (émulation intellectuelle, passion, valeurs...) mais tous partageons un constat : il s'agit d'un métier de plus en plus exigeant, exposé et solitaire.

Alors que le système éducatif se métamorphose, nos responsabilités et nos missions ne cessent de s'intensifier et se complexifier. Plus que jamais, chefs d'établissements et adjoints, nous sommes confrontés à des enjeux croissants, qu'il s'agisse de laïcité, de sécurité, de GRH, de gestion financière ou de pilotage pédagogique. Les relations avec les usagers et particulièrement les parents d'élèves nécessitent toujours plus de diplomatie et de maîtrise de notre communication. La judiciarisation de la société nous conduit toujours à davantage d'expertise et de technicité sans pour autant bénéficier du soutien et de l'accompagnement pourtant indispensables que nous sommes en droit d'attendre de notre institution.

Les relations avec les collectivités et les services déconcentrés s'avèrent elles aussi parfois tendues, chacun devant faire face à des contraintes de fonctionnement de plus en plus prégnantes dans un contexte de défiance concernant les responsabilités respectives de l'État ou des collectivités. A la tête de nos EPLE, nous faisons régulièrement les frais de ce jeu de ping-pong dont nous sommes les témoins impuissants.

Ajoutons à cela des injonctions ministérielles pesantes et parfois contradictoires, des enquêtes toujours plus nombreuses et l'imposition d'outils numériques dont l'efficacité et l'ergonomie ne cessent de nous étonner ; les sujets d'inquiétude et de mécontentement sont nombreux, d'autant qu'ils s'inscrivent dans un contexte budgétaire contraint qui laisse peu de place aux négociations sociales et salariales que nous appelons pourtant tous de nos vœux.

En dix ans, non seulement le paysage éducatif a été remanié profondément – et l'on peut également s'en réjouir sur bon nombre de points – mais le métier et la carrière des personnels de direction ont connu des bouleversements qui, chaque année, font des victimes sans que cela n'émeuve personne. Le nombre de personnels de direction en situation d'épuisement professionnel ne cesse d'augmenter, le nombre d'adjoints qui envisagent une reconversion avant même d'avoir pu exercer les fonctions de chef est lui aussi croissant, sans compter le nombre de collègues qui renoncent à l'issue de l'année de titularisation et préfèrent retrouver leur statut initial. Le recul de l'âge de départ à la retraite et l'allongement de la carrière des personnels de direction qui commencent de plus en plus jeunes ont conduit progressivement à une augmentation du nombre de candidats insatisfaits suite aux opérations de mutation et de promotion.

Le contexte académique ne nous permet pas non plus de retrouver le sourire. La réforme territoriale annoncée à l'échéance de janvier 2020 (voir l'article du Café Pédagogique [ici](#)) et la fusion des deux académies confirmée par Monsieur le Recteur dans l'audience accordée à l'ensemble des organisations syndicales le vendredi 24 août (retrouvez les principales annonces dans notre compte rendu), appellent notre plus grande vigilance quant aux effets que cette fusion produira inévitablement en termes de gestion des ressources humaines et de services rendus aux usagers. On le constate déjà actuellement : la chaîne de commandement laisse davantage d'autonomie aux services, lesquels prennent parfois des décisions contraires aux engagements pourtant pris dans nos échanges avec notre hiérarchie à l'occasion notamment des commissions Blanchet. Le durcissement des conditions d'obtention des dérogations à l'obligation de loger en est un exemple flagrant.

Force est de constater que le hiatus est de plus en plus grand entre le discours ministériel sur l'école de la confiance et la réalité que nous vivons sur le terrain. Dans son dernier livre « Construisons ensemble l'école de la confiance », le ministre de l'Éducation nationale ne consacre que quelques lignes au rôle du chef d'établissement tout en insistant sur la confiance qu'il nous accorde, un moyen comme un autre de nous faire accepter de nouvelles responsabilités sans contrepartie. Or cette confiance, nous ne la ressentons pas sur le terrain. Au contraire, les demandes par notre hiérarchie et les services déconcentrés de justifier nos actes, les remises en cause de nos décisions, les injonctions, les contrôles a priori et a posteriori sont de plus en plus récurrents et mettent à mal l'autonomie des EPLE. Que dire des collectivités qui s'immiscent de plus en plus dans la politique des EPLE et en oublient parfois le statut autonome ?

L'année 2018-19 sera une année d'élections professionnelles. Plus que jamais, notre représentation au sein des instances et au sein des académies est primordiale car il s'agit de notre dernier rempart pour lutter collectivement pour une amélioration de nos conditions de travail et pour réaffirmer encore et encore les valeurs qui nous portent et qui sont notre raison d'être.

Le SNPDEN-UNSA est largement majoritaire au niveau national (57% des personnels de direction sont syndiqués au SNPDEN-UNSA) et donc à ce titre représenté dans toutes les instances académiques et nationales. Il est de ce fait entendu et respecté dans ses prises de position. Nous sommes un syndicat de propositions et de valeurs. Cela ne signifie pas, loin s'en faut, que nous sommes des témoins passifs des réformes que nous soutiendrions coûte que coûte dans une espèce de cogestion malsaine avec le Ministère. Nous sommes un syndicat réformateur. Syndicat progressiste, nous ne nous opposons pas par principe aux propositions mais nous nous efforçons de construire des solutions alternatives viables dans le respect de nos mandats décidés démocratiquement lors des congrès réunis tous les trois ans. Nous militons notamment en faveur de **l'autonomie des EPLE**, l'amélioration continue des **conditions d'exercice du métier** de personnel de direction, un service public d'éducation qui permet **la réussite de tous les élèves**, la nécessité de **la laïcité de la République**, de la mixité et de **l'intégration par l'école**. Nous agissons pour une **conception élevée de l'équipe de direction** avec les moyens de ses responsabilités et **une évolution de carrière équitable**, qui reste encore à améliorer, dans **un corps unique** de personnels de direction pour les chefs et adjoints.

Notre représentativité est un atout majeur qui permet un maillage du territoire au plus près des préoccupations de chacun. Ce réseau existe mais il nous appartient de le faire vivre et de le structurer. Dans un monde où la communication semble être l'Alpha et l'Omega de toute décision, au point parfois de préexister à leur mise en œuvre, il nous faut également communiquer davantage sur les actions que nous menons, les groupes de travail auxquels nous participons, les valeurs que nous portons. Ensemble, nous pouvons influencer sur les décisions prises. Le SNPDEN-UNSA a été entendu sur bon nombre de sujets récemment et ne compte pas s'en contenter. Des mandats clairs près d'une cinquantaine ont été votés lors du congrès de Colmar en mai dernier. Ils constitueront avec les futures motions notre feuille de route pour les trois prochaines années et probablement au-delà.

Il est urgent que la voix des personnels de direction soit enfin entendue. Ici et là, les collègues parlent d'incompréhension, de découragement, voire de maltraitance face à une situation professionnelle qui se dégrade et un avenir obstrué. Il nous appartient collectivement de porter ce message auprès de nos instances afin que l'école de la confiance que le Ministre appelle de ses vœux trouve également un écho chez les personnels de direction.

Nous sommes des personnels engagés au service des élèves et plus globalement de toute la communauté scolaire. Nous exerçons notre métier avec dynamisme, passion, engagement. Nous en oublions parfois notre équilibre personnel. Nous sommes des personnels de confiance, investis et responsables. Nous revendiquons notre droit à être considérés comme tels.

Les élections professionnelles se dérouleront du 29 novembre au 6 décembre prochain. Ce sera là l'occasion pour chacun d'entre nous de faire entendre notre voix. Le syndicalisme des personnels de direction est une chance. Saisissons-la !

Joel DELHOPITAL
Secrétaire académique SNPDEN-UNSA